

## Démographie, économie et lien social à l'horizon 2050 : quelles perspectives, quels leviers pour agir ?

L'Ile-de-France est, depuis plus de 60 ans, la plus peuplée, la plus jeune et la plus riche des régions de France. Qu'en sera-t-il d'ici 2050 dans un monde qui, selon l'ONU, devrait connaître une explosion démographique sans précédent (+ de 2,5 milliards de personnes) ? Pourra-t-elle continuer d'assurer son rôle dans l'Europe alors que la croissance économique sera essentiellement portée par les nouveaux pays émergents, à population plus jeune et plus nombreuse, dans un contexte de rigueur budgétaire et de rareté et de renchérissement des ressources naturelles (eau, matières premières, minerais, énergie...) ?

L'exercice de prospective économique et sociétale à 40 ans est délicat. Ainsi, qui aurait pu prévoir que les « subprimes » américaines allaient installer une crise, révélatrice de profonds déséquilibres du système économique mondial (endettement...) qui remet en cause pour longtemps le sentier de croissance sur lequel les économies développées se trouvaient antérieurement campées ?

Avec la crise économique, le monde change encore plus vite, privant de bases stables les exercices de prospective économique. Tandis que la France a connu une régression de 2,6 % en 2009, les pays émergents, moteurs d'une croissance mondiale annuelle du PIB

4,5 % (en volume) sur les cinq dernières années, n'ont été que peu touchés. Leur poids, qui ne comptait pas dans le PIB mondial ni sur la scène internationale il y a 25 ans, va s'amplifier. D'où, avec

croissants en matières premières tireront inévitablement encore davantage leurs prix à la hausse, créant des difficultés supplémentaires pour les actuels pays développés.

“ La vie sera très différente de celle d'aujourd'hui et il faut que la société s'y prépare. ”

les technologies d'aujourd'hui, un problème croissant de raréfaction des ressources naturelles au sens large. Dès 2035, le PIB de la Chine, sera supérieur à ceux des Etats-Unis et de la zone Euro. Les besoins

Une page se tourne, signant la fin d'une époque. La société sera très différente de celle d'aujourd'hui et il faut qu'elle s'y prépare. La coïncidence de la crise économique et écologique est l'occasion de faire →

→ émerger bon nombre de nouvelles réponses (valeurs, modes de vie). Il y a urgence à changer, à inventer, à aller de l'avant et vite et ce, sur tous les fronts. Il s'agit d'agir dès aujourd'hui pour éviter de devenir « suiveur » d'innovations qui se réaliseront ailleurs, pour empêcher que le dérapage des finances publiques obère encore plus l'avenir et pour que les inégalités ne s'accroissent. Réaliser très rapidement la révolution énergétique est une priorité absolue afin de consommer toujours moins d'énergie par unité de PIB, sous la double pression des signaux de prix du marché (l'augmentation du prix des matières premières ne sera pas soutenable à moyen terme) et de l'indispensable maîtrise des émissions des gaz à effet de serre.

D'ici 2050, l'influence de la mondialisation va s'accroître. Les rôles vont s'inverser et les différences importantes entre les niveaux de vie et l'attractivité des zones développées seront telles qu'elles auront, sur la population francilienne, un impact beaucoup plus fort dans les quarante prochaines années.

### DÉMOGRAPHIE : UNE SITUATION CONTRASTÉE

Pendant les « Trente Glorieuses », la population francilienne a progressé (+ 55,2 %) à un rythme double de celui des autres régions métropolitaines. Mais, durant les trois dernières décennies, l'augmentation n'a été que de 16,7 %, soit au même rythme que les autres régions. Ceci résulte d'un solde naturel élevé (21 % des naissances métropolitaines) atténué par un solde migratoire<sup>1</sup> interrégional déficitaire, croissant depuis 1970.

Région riche, l'Île-de-France crée 4,5 % du PIB de l'UE alors qu'elle comporte moins de 2,45 % de sa population, mais se classe seulement au

5<sup>ème</sup> rang des régions européennes pour son PIB/h en parité de pouvoir d'achat... Elle crée 28 % du PIB de la métropole avec 18,8 % de la population française, en raison d'une productivité supérieure de 25 % à celle de la province et d'un taux d'emploi également supérieur (47 % versus 38,5 %), tout en étant bien inférieur à celles des autres grandes régions européennes. Longtemps considérée comme « locomotive » de la France, sa croissance manifeste toutefois une décélération (1990 à 2008), avec un taux de croissance du PIB/habitant qui n'est pas supérieur à celui de la province (1,3 % par an). Mais les prix y sont plus élevés de plus de 13 % en 2006, le logement constituant la moitié de ce surcoût.

### LA POPULATION DE L'ÎLE DE FRANCE CONTINUERA DE CROÎTRE MAIS LES GRANDEURS SONT INCERTAINES...

Dans une France dont la population devrait, en 2050, être comprise entre 61 et 79 millions d'habitants, l'Île-de-France pourrait compter 15 millions d'habitants, soit 3 millions d'habitants de plus qu'aujourd'hui avec un flux migratoire annuel net en provenance de l'étranger d'au moins 80.000 personnes.

Mais ces projections pourraient être bouleversées soit par une reprise de la fécondité soutenue soit par une politique familiale volontariste, soit par une diminution accrue de la fécondité, ou encore par un taux de mortalité qui augmente plus que prévu ou une variation atypique des flux sortants. Et surtout, des flux entrants très supérieurs aux prévisions, car l'explosion démographique mondiale proviendra des régions les moins développées et déjà les plus peuplées, la pénurie de terres arables qui intensifiera l'exode rural et la pression foncière, et les risques géopolitiques.

### LA COMPOSITION DE SA POPULATION SERA CHANGÉE...

L'Île-de-France devrait demeurer une destination particulièrement prisée pour les immigrés d'Afrique<sup>2</sup> subsaharienne notamment dont la part a fortement crû. La population de l'Afrique doublera d'ici 2050 : avec 2 milliards d'habitants elle sera trois fois plus nombreuse que celle de l'Europe. Actuellement, près de 2 millions d'immigrés vivent en Île-de-France, soit 40 % des immigrés métropolitains. Un Francilien sur six est immigré. 20 % des Franciliennes sont immigrées et contribuent à 58 % de l'accroissement naturel de la région. 4 enfants sur 10 ont au moins un parent immigré. Le sort de la deuxième génération est préoccupant pour l'insertion sur le marché du travail. Moins qualifiés que les non-immigrés, leur taux de chômage est deux fois plus élevé (15,2 %). Une meilleure connaissance statistique des flux migratoires avec l'étranger est nécessaire. Actuellement, le solde migratoire ne peut être estimé avec précision car les flux entrants sont mal connus et les flux sortants ne le sont pas. Des progrès restent à faire pour intégrer les projections de population étrangère dans les prévisions démographiques comme le font d'autres pays. En effet, aucune politique publique n'est possible si l'administration ne connaît pas ses administrés au plus près, alors qu'il faut d'ores et déjà préparer l'accueil et la formation des nouveaux arrivants dont le nombre va aller croissant.

### L'ÎLE DE FRANCE RESTERAIT UNE RÉGION RELATIVEMENT JEUNE

Elle vieillira (dès 2030, le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans aura doublé et le nombre de maisons de retraites devra être multiplié par 4 d'ici 2050), mais

demeurera relativement jeune par rapport à la France (2 ans de moins) et au continent européen. Celui-ci connaîtra un déclin démographique de plus de 38 millions d'habitants (dont Russie : 27 millions) et demeurera<sup>3</sup> le continent le plus âgé<sup>4</sup> : l'âge médian passerait de 39 ans en 2006 à 47 ans en 2050 et serait bien supérieur à la valeur mondiale (38 ans). L'UE devrait perdre plus de 52 millions d'actifs dont la proportion passerait de 67 % à 57 %, avec un doublement du taux de dépendance des personnes âgées, ce qui ne peut rester sans incidence sur sa capacité productive. Des migrations de remplacement seraient indispensables pour assurer le renouvellement des classes d'actifs dans les actuels pays développés.

### REDOUBLER D'EFFORTS POUR ÉVITER LA RÉGRESSION

L'Ile-de-France a la chance d'avoir une population qui continuera de croître au taux de 0,7 %, taux identique à celui connu sur la période 1990-2008. Mais cette bonne santé démographique n'est pas suffisante pour affronter l'avenir. En effet, sur cette période le taux de croissance du PIB était de 1,9 % tandis qu'il ne sera vraisemblablement pas supérieur à 1,5 % d'ici 2050, objectif qui, dans le contexte économique mondial et français, constitue une véritable gageure. Si le 1,5 % de croissance n'était pas atteint, l'écart ira croissant entre bas et hauts revenus et le nombre de ménages à faibles revenus croîtra fortement, situation qui peut comporter de profonds risques sociaux. En tout état de cause, une partie croissante du revenu disponible des ménages sera ponctionnée par le financement du système social et le remboursement de la dette. L'utilisation de la partie restante devra être optimisée car les dépenses liées à l'énergie

(transport, logement...) augmenteront, ce qui s'effectuera au détriment des autres postes de consommation quotidienne, voire de l'épargne. Dans ces conditions, comment éviter la régression, maintenir et élever le niveau de vie tout en améliorant la qualité de la vie ?

### SUR QUELS LEVIERS AGIR ?

Les modèles précédents n'apportant plus de solutions, c'est la créativité qui devra irriguer tous les domaines marchands et non marchands. La croissance économique, élément cardinal pour entraîner une meilleure qualité de la vie, résultera de la volonté de l'ensemble des Franciliens de changer de cadre de vie, d'améliorer les processus de production et les modes de consommation. La contrainte du développement durable se doit d'être transformée en un moteur de croissance et d'adoption de nouveaux modes de vie.

### FAIRE LE CHOIX STRATÉGIQUE D'UNE CROISSANCE ENDOGÈNE

Ceci pour générer à moyen terme un surcroît de croissance, et pour repartir sur une nouvelle dynamique créant un cercle vertueux, rendant possible la modification des conditions de vie en Ile-de-France. Tout en servant les besoins croissants d'un monde en expansion, ce choix permettrait, en conservant les centres de recherches aux côtés de l'implantation industrielle, de valoriser les savoirs et savoir-faire franciliens tout en préparant le terrain pour les relocalisations.

Ce pourrait être le résultat combiné<sup>5</sup> du développement :

- d'applications industrielles à haute valeur ajoutée, résultats de la fertilisation croisée de la recherche

et de l'industrie qui requièrent des emplois à haute qualification. Il est donc fondamental de susciter et d'encourager l'indispensable effort d'innovation au travers de la R&D, pour laquelle l'Ile-de-France est particulièrement bien placée et des PME-PMI qui jouent un rôle important dans les processus de transfert et d'innovation.

- de secteurs « captifs » où la demande existe et où les technologies sont disponibles, et où les besoins vont croître très intensément et où la main d'œuvre est mobilisable rapidement : le BTP<sup>6</sup> et les services à la personne.

### MISER SUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Pour continuer à attirer les actifs et à produire dans de meilleures conditions humaines, la Région devra prouver sa capacité à « ré-enchanter<sup>7</sup> » le travail au travers de nouvelles formes de management (réflexion sur le stress), tout en veillant à de nouvelles modalités de partage des richesses dans un environnement de rigueur. ■

1. De 1990 à 2007 : solde migratoire interrégional déficitaire de 78.000 personnes par an et solde migratoire avec l'étranger positif de 38.000 personnes par an.

2. Même si à moyen terme, l'Afrique « continent en marche », devrait voir décoller son économie, car « ceux qui veulent partir parfois au risque de leur vie n'attendent pas que le développement s'installe dans leur pays » - OCDE.

3. En 2005, 26,1 % de sa population avait moins de 20 ans (24,9 % en métropole) soit près de 3 millions d'habitants. Son âge moyen est de 36,6 ans à comparer aux 39 ans de la métropole. Elle vieillit mais « moins vite » que les autres régions françaises : le pourcentage de sa population âgée de 60 ans ou plus est de 4,6 %, inférieur à la moyenne française.

4. Conséquence de la baisse de la fécondité, d'une réduction de la mortalité et de l'augmentation de la longévité.

5. La croissance du PIB/h peut résulter, à taux d'emploi inchangé, de l'augmentation du nombre d'heures travaillées et/ou par celle de la productivité. Et à productivité donnée, par une augmentation du taux d'emploi. Ou encore d'un mixte des deux possibilités.

6. Efficacité énergétique, prévention des risques liés aux changements climatiques, modification de bassins versants pour assurer la disponibilité en eau potable et d'irrigation, Grand Paris...).

7. Roger Godino « Ré-enchanter le travail. Pour une réforme du capitalisme ». Paris la découverte, 2007.

# Les propositions du CESR

Au-delà de la croissance quantitative la Région Ile-de-France doit s'intéresser aux nouveaux modes d'orientation de son contenu pour conserver l'attractivité de son territoire et y permettre l'ancrage. Elle doit « séduire » en misant sur la qualité de la vie. Il s'agirait :

- **de créer des cadres de vie nouveaux**, intégrant dès le départ les objectifs du développement durable en construisant plus, pour répondre aux besoins cruciaux de logement, et mieux (HQE) pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages. Ceci permettrait de rendre la vie agréable, y compris pour la population vieillissante (surfaces convenables, qualité acoustique, espaces verts), et faciliterait les mobilités résidentielles pour diminuer les nuisances et le stress liés aux transports quotidiens, en rendant le parc locatif plus accessible et en facilitant l'accès à la propriété (dissociation du prix du terrain de celui de la construction de logements) ;
- **de réfléchir**, en se donnant les degrés de liberté supplémentaires par rapport aux réflexions actuelles, sur les atouts (surfaces disponibles à grande échelle, économie globale de moyens financiers et d'énergie fossile utilisée dans les transports) qu'offrirait le Grand Bassin parisien pour optimiser la localisation bassin habitat - emploi (nouveaux cadres de vie - relocalisations d'entreprises) et rapprocher l'industrie du consommateur ;
- **d'investir dans l'éducation et la formation**, déterminants majeurs de l'avenir. La Région, où le taux de diplômés du supérieur est le plus élevé de France, ne peut se désintéresser de ce qui se passe à la sortie du système scolaire d'où 20 % de jeunes sortent sans diplômes. L'école doit garantir un socle

commun de connaissances et renforcer son rôle de lieu d'intégration. Pour progresser dans l'emploi, la formation tout au long de la vie est indispensable. L'enseignement supérieur doit asseoir sa réputation sur la scène mondiale ;

- **d'impliquer les services publics** dans l'aide aux initiatives marchandes et non-marchandes, à micro-échelle comme la création de lignes de transports privés en prolongation des lignes publiques...
- **de conserver la présence humaine de proximité** malgré les facilités offertes par les nouvelles technologies : une nouvelle ère s'ouvre pour les services de proximité, entraide et solidarité (SEL) pour les actifs, les familles et les personnes âgées (permettre de « vieillir à la maison ») ;
- **de faire progresser les acquis des femmes**, qui représentent un vivier de population active et qui devront encore davantage concilier vie professionnelle et familiale ;
- **de faciliter la vie quotidienne** des parents car l'image d'une région où les enfants sont les bienvenus est un atout considérable ;
- **Région performante mais où le lien social est moins intense qu'ailleurs**, l'Ile-de-France doit se donner les moyens de « faire société », à partir d'un « connais-toi toi-même » (statistiques précises) et d'une vision commune du vivre ensemble, ce qui nécessite d'être en mesure d'en assurer un suivi régulier au travers d'un indicateur synthétique de « qualité de la vie-lien social » adapté aux spécificités franciliennes.

Il y a urgence, pour l'ensemble des acteurs du corps social francilien au travers d'une vision d'ensemble, à adopter une attitude pro-active dès maintenant, car les conditions de vie pour 2050 seront pré-déterminées par les actions menées d'ici 2020. ■